

pénible et l'on a vu ce qui s'est produit en Angleterre, où l'on a dévalué la livre sterling et où toutes sortes de problèmes ont été soulevés.

On a vu un pays stable comme le Danemark dévaluer sa monnaie. La France, un autre pays stable, qui était « mariée » à l'étalon or, se heurte aujourd'hui à toutes sortes de difficultés. On peut s'en rendre compte en lisant les journaux ou des rapports confidentiels. Les États-Unis ont été obligés d'augmenter de 10 p. 100 l'impôt sur le revenu. Un grand nombre de pays occidentaux ont été et sont encore aux prises avec une situation internationale des plus inconfortable.

On s'est rendu compte que depuis quelques mois, le Canada a réussi à traverser cette crise financière internationale avec un succès qui lui a mérité l'admiration de tous les pays de l'univers. Mais à quelle condition? A la condition, monsieur le président, que nous inspirions confiance aux investisseurs étrangers et canadiens qui auraient envie d'aller investir leur argent ailleurs, si le rendement était meilleur. Alors, la condition *sine qua non* de cette confiance en ces investisseurs, c'est d'abord—et tous ceux qui ont étudié l'économie le savent—que le gouvernement boucle son budget dans toute la mesure du possible. Et je veux réaffirmer que la mesure proposée par l'honorable ministre des Postes (M. Kierans), même si elle est douloureuse, même si beaucoup d'entre nous devront payer leur écot, même si beaucoup de membres de l'opposition trouvent cela pénible, s'impose, dans les circonstances, afin d'éviter une inflation désastreuse pour le pays.

Ce n'est pas la seule qui s'impose, monsieur le président, car elle ne constitue qu'un aspect de la question. Mais c'est quand même un pas dans la bonne voie et je pense que tous ceux qui se soucient du bien commun ne considéreront pas que leur intérêt personnel, en recherchant un peu de publicité supplémentaire dans les journaux. Ils se diront que si l'on veut inspirer confiance aux investisseurs étrangers—aussi bien qu'à ceux de chez nous—qui s'intéressent au développement de nos entreprises actuelles et à l'établissement de nouvelles entreprises—ce qui permettra de réduire le chômage chez nous—il faut d'abord que le gouvernement donne lui-même l'exemple de l'austérité dans son administration et adopte des mesures pour que ces services soient rentables.

C'est en tenant compte de cette considération supérieure qui, à mon avis, préoccupe tous les députés, que nous allons nous assurer que l'économie canadienne va demeurer saine et que nous aurons moins de chômage. Il faut que nous ayons tous le courage—et je souscris

aux paroles du député de Hillsborough—d'oublier nos considérations personnelles, nos considérations partisans et de penser à l'intérêt supérieur. Nous devons tous faire des sacrifices pour empêcher que le Canada connaisse le marasme que d'autres pays ont connu.

C'est en tenant compte de cela que j'appuie fortement le bill de l'honorable ministre des Postes.

[Traduction]

M. Rynard: Monsieur le président, j'ai deux brefs commentaires à faire sur les remarques du ministre. Ses réponses m'ont donné l'impression qu'il jouait à am-stram-gram dans un imbroglio bureaucratique, sans parvenir à prendre de décision sérieuse.

La question a été très bien traitée et le débat excellent. Je veux examiner brièvement les intentions que le ministre des Postes nourrit envers nos services postaux. Quelqu'un, qui se repose maintenant dans l'au-delà, a dit un jour que les articles seraient moins coûteux si les journaux ne publiaient pas d'annonces. Il a oublié d'ajouter que la lecture d'un journal deviendrait le privilège des riches seulement, car chaque numéro coûterait \$1 au lieu de 10c. En outre, la presse risquerait d'être contrôlée seulement par les barons de la finance et par le gouvernement, ce qui n'est certes pas à souhaiter pour le peuple canadien qui ne saurait ce qui se passe.

Il semble fort étrange que les Postes, qui accusaient un bénéfice de 20 millions de dollars juste avant que le parti libéral arrive au pouvoir il y a quelques années, accusent maintenant un déficit de plus de 100 millions de dollars après cinq ans de gestion libérale. On prétend que les journaux n'ont acquitté qu'environ le tiers du coût de livraison. Le nouveau tarif est de 5 p. 100 pour la partie consacrée aux nouvelles et de 50 p. 100 pour celle qui est consacrée à la publicité. Sauf erreur, le ministre des Postes veut porter ce tarif à 75 p. 100 pour l'ensemble, soit une augmentation totale de plus de 150 p. 100.

Qu'en résultera-t-il? Les journaux devront augmenter leur tarif d'abonnement et leur tarif de publicité. C'est frapper d'un impôt la diffusion du savoir, la connaissance de l'actualité. Les entreprises commerciales devront augmenter le coût de leurs marchandises d'un montant égal à celui de l'augmentation du tarif de publicité et le pauvre contribuable devra en faire les frais pour acquitter le prix des journaux.

Je pense aux cas d'abonnements souscrits pour quelques années à l'avance. Combien de cas semblables existe-t-il et qui supportera les pertes?